

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

Le Maire de la Ville de CHINON,

Vu, le Code général des collectivités territoriales,

Vu, le Code de la Route,

Vu, le Code Pénal,

Vu, le Code de la Voirie Routière,

Vu, le Code Général de la Propriété des personnes publiques,

Vu, l'Arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la circulation routière,

Vu, la délibération des tarifs municipaux pour l'année 2024 en date du 15 décembre 2023,

Vu, le Règlement de voirie de la ville de Chinon du 24 juin 2021,

Considérant, qu'un déménagement de mobilier, **28 Quai Jeanne d'Arc**, nécessite un aménagement du stationnement des véhicules,

Considérant, la demande en date du 14 mars 2024 présentée par les **AUX PROFESSIONNELS REUNIS – 472 rue Edouard Vaillant – BP 61155 - 37011 Tours Cedex 1.**

ARRÊTE

Article 1 : En raison d'un déménagement de mobilier **28 Quai Jeanne d'Arc**, le stationnement de tout véhicule sera interdit sur la valeur de 2 emplacements au droit du déménagement et réservé au véhicule chargé du déménagement :

- **Le vendredi 03 mai 2024 de 12 h 00 à 17 h 00.**

Article 2 : Tout stationnement dans la zone du déménagement sera considéré comme gênant en référence à l'article R. 417-10-2-al.10 du Code de la Route.

Article 3 : La fourniture, la mise en place, l'entretien, l'enlèvement des barrières et panneaux incomberont entièrement à la personne chargée du déménagement, la signalisation devant être conforme aux dispositions du Code de la Route.

Article 4 : La présente autorisation est subordonnée à l'acquittement d'une taxe de réservation du domaine public de 14,15 € (14,15 € tarif par jour).

Article 5 : Le pétitionnaire est tenu d'afficher le présent arrêté municipal sur le lieu d'intervention.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la ville de Chinon ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif d'Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».


Article 7 : Monsieur le Directeur Général des services de la Mairie de Chinon, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Responsable du service de la Police Municipale Intercommunale, Madame la Gestionnaire du Domaine Public, le Responsable du déménagement, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur des services techniques communs de la CCCVL et à Monsieur le Commandant du Centre de Secours Principal de Chinon, pour information.

Certifié exécutoire par :

Affichage fait, le 22 AVR. 2024
Fait à Chinon, le 16 AVR. 2024
Le Maire,

Fait à Chinon, le 16 AVR. 2024
Le Maire,

Jean-Luc DUPONT



Jean-Luc DUPONT